la FINLANDE, d'HAÏTI et du SÉNÉGAL comme membres du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

En conséquence, le Conseil se compose des Etats Membres suivants : ALGÉRIE, AUSTRALIE, BANGLADESH, BOTSWANA, BURUNDI, CHILI, CHINE, COLOMBIE, EGYPTE, FINLANDE, GUYANE, HAÏTI, INDE, INDONÉSIE, LIBÉRIA, MEXIQUE, NIGÉRIA, PAKISTAN, POLOGNE, ROUMANIE, SÉNÉGAL, TURQUIE, UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES, YOUGOSLAVIE et ZAMBIE.

3296 (XXIX). Fonds des Nations Unies pour la Namibie

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, par laquelle l'Organisation des Nations Unies a décidé de mettre fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et d'assumer directement la responsabilité du Territoire jusqu'à son accession à l'indépendance, et sa résolution 2248 (S-V) du 19 mai 1967 portant création du Conseil des Nations Unies pour la Namibie,

Réaffirmant sa détermination de continuer à s'acquitter de cette responsabilité à l'égard du Territoire,

Consciente du fait qu'en assumant directement la responsabilité de la Namibie l'Organisation des Nations Unies a contracté l'obligation solennelle d'aider la population du Territoire moralement et matériellement,

Rappelant en outre ses résolutions 2769 (XXV) du 9 décembre 1970, 2872 (XXVI) du 20 décembre 1971, 3030 (XXVII) du 18 décembre 1972 et 3112 (XXVIII) du 12 décembre 1973,

Reconnaissant que la persistance de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud empêche actuellement l'Organisation des Nations Unies de fournir l'assistance de grande envergure nécessaire dans le Territoire même,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le fonctionnement du Fonds des Nations Unies pour la Namibie⁶⁰ ainsi que les sections pertinentes du rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie⁶¹,

1. Approuve les directives préparées par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à l'intention du Fonds des Nations Unies pour la Namibie⁶²;

2. Exprime sa satisfaction à tous ceux qui ont versé des contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la Namibie;

3. Prie le Secrétaire général et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie de continuer à faire appel aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux particuliers pour qu'ils versent des contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la Namibie;

4. Invite les gouvernements à adresser une fois de plus un appel à leurs organisations et institutions nationales pour qu'elles versent des contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la Namibie;

5. Souscrit à la décision du Conseil des Nations Unies pour la Namibie de créer un Institut pour la Namibie à Lusaka⁶³, afin de permettre aux Namibiens de se livrer à des travaux de recherche, de formation

et de planification et à des activités connexes, intéressant plus particulièrement la lutte pour la liberté de la Namibie et l'établissement d'un Etat namibien indépendant, et, à cet effet, invite les gouvernements à verser au Fonds des Nations Unies pour la Namibie les contributions financières nécessaires pour couvrir les dépenses correspondant à la mise en place et au fonctionnement de l'Institut;

6. Décide d'affecter au Fonds des Nations Unies pour la Namibie une somme de 200 000 dollars des Etats-Unis prélevée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1975;

7. Exprime sa satisfaction au sujet des efforts du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

8. Prie les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'accorder au Secrétaire général et au Conseil des Nations Unies pour la Namibie toute l'assistance dont ils auront besoin pour exécuter le programme de travail du Fonds des Nations Unies pour la Namibie;

9. Demande à toutes les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies — en particulier à l'Organisation internationale du Travail, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, à l'Organisation mondiale de la santé, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, au Fonds monétaire international, au Programme des Nations Unies pour le développement, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche — d'aider l'Institut pour la Namibie, notamment en lui fournissant des services de conférenciers et de chercheurs spécialisés;

10. Décide que, en attendant que le programme général fonctionne pleinement, les Namibiens continueront à pouvoir prétendre à l'assistance fournie par l'intermédiaire du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe et du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud;

11. Prie les Etats Membres d'envisager la possibilité d'employer des Namibiens dans leur pays;

12. Prie le Secrétaire général et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, sur l'application de la présente résolution.

2318^e séance plénière
13 décembre 1974

3297 (XXIX). Question de la Rhodésie du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de la Rhodésie du Sud (Zimbabwe),

Ayant examiné les chapitres pertinents du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux⁶⁴,

Ayant entendu les déclarations des représentants de la Zimbabwe African People's Union et de la Zim-

⁶⁰ A/9725 et Corr.1.

⁶¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 24 (A/9624) et Supplément n° 24 A (A/9624/Add.1).

⁶² Ibid., Supplément n° 24 A (A/9624/Add.1), par. 81.

⁶³ Ibid., par. 73.

⁶⁴ Ibid., Supplément n° 23 (A/9623/Rev.1), chap. I, IV à VI et VIII.

babwe African National Union⁶⁵, qui ont participé en qualité d'observateurs à l'examen de la question par la Quatrième Commission,

Ayant entendu les déclarations des pétitionnaires⁶⁶,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, contenant le programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration, ainsi que toutes les autres résolutions relatives à la question adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Comité spécial,

Déplorant vivement que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ne se soit pas acquitté de la responsabilité primordiale qui lui incombe en tant que Puissance administrante, et conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, de mettre fin à la situation critique en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) qui, comme le Conseil de sécurité l'a affirmé de façon répétée, constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Réaffirmant que toute tentative pour négocier l'avenir du Zimbabwe avec le régime illégal sur la base de l'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité contreviendrait aux droits inaliénables du peuple du territoire et serait contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la résolution 1514 (XV),

Condamnant l'oppression continue du peuple du Zimbabwe par le régime illégal de la minorité raciste, l'emprisonnement et la détention arbitraires de dirigeants politiques et d'autres personnes, l'exécution illégale de combattants de la liberté et le déni continu des droits fondamentaux de la personne humaine, y compris en particulier les mesures criminelles de châtiment collectif, ainsi que les mesures destinées à créer en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) un Etat pratiquant l'*apartheid*,

Condamnant le maintien de la présence illégale et le renforcement de l'intervention militaire dans le territoire de forces armées sud-africaines qui aident le régime de la minorité raciste et menacent sérieusement la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains voisins,

Condamnant fermement le régime illégal de la minorité raciste pour avoir, à plusieurs reprises, enlevé des Zimbabweens au Botswana au mépris total de leurs droits de l'homme fondamentaux et en violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays,

Profondément inquiète de l'attitude négative adoptée par les autorités du Royaume-Uni à l'égard des mouvements de libération nationale du Zimbabwe, qui s'est manifestée notamment par le refus de ces autorités de délivrer des passeports et des documents de voyage aux membres de ces mouvements,

Notant avec satisfaction les progrès accomplis récemment par les mouvements de libération nationale du Zimbabwe grâce à leur lutte résolue pour la liberté et l'indépendance, malgré l'intensification de la répression militaire et policière et d'autres actes de violence

⁶⁵ *Ibid.*, vingt-neuvième session, Quatrième Commission, 2093^e, 2094^e et 2100^e séances.

⁶⁶ *Ibid.*, 2092^e séance.

et de harcèlement dirigés contre eux par le régime illégal,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple du Zimbabwe à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance et la légitimité de la lutte qu'il mène pour obtenir par tous les moyens dont il dispose la jouissance de ce droit, comme le prévoit la Charte des Nations Unies et conformément aux objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

2. *Réaffirme* que les mouvements de libération nationale du Zimbabwe sont les représentants uniques et authentiques des aspirations véritables du peuple du Zimbabwe;

3. *Réaffirme* le principe selon lequel il ne saurait y avoir d'indépendance avant l'instauration d'un gouvernement par la majorité au Zimbabwe, et selon lequel tout règlement relatif à l'avenir du territoire doit être élaboré avec l'entière participation des dirigeants politiques authentiques et des dirigeants des mouvements de libération nationale, y compris en particulier le Révérend Ndabaningi Sithole, Président de la Zimbabwe African National Union, et M. Joshua Nkomo, Président de la Zimbabwe African People's Union, et doit être approuvé librement et sans réserve par le peuple;

4. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans l'exercice de sa responsabilité primordiale en tant que Puissance administrante, de prendre toutes mesures efficaces pour mettre fin au régime illégal de la minorité raciste et de n'accorder en aucun cas au régime illégal aucun des pouvoirs ou des attributs de la souveraineté, et lui demande d'assurer l'accession du pays à l'indépendance par un système démocratique de gouvernement conformément aux aspirations de la majorité de la population;

5. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de créer les conditions nécessaires pour permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer librement et pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, y compris :

a) L'expulsion immédiate de toutes les forces sud-africaines du territoire;

b) La mise en liberté inconditionnelle et immédiate de tous les prisonniers et détenus politiques et de toutes les personnes assignées à résidence pour motifs politiques, y compris en particulier le Révérend Ndabaningi Sithole et M. Joshua Nkomo;

c) L'abolition immédiate de toutes les mesures répressives et discriminatoires, y compris la fermeture arbitraire de zones africaines, l'éviction, le transfert et la réinstallation d'Africains et la création de "villages protégés" et de nouveaux "districts" administratifs;

d) L'arrêt immédiat de l'afflux d'immigrants et de mercenaires étrangers dans le territoire et la cessation de la campagne d'immigration dite "Pionniers 74";

e) La levée de toutes les restrictions qui entravent l'activité politique et l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques;

f) La réunion, dès que possible, d'une conférence constitutionnelle nationale où les représentants politiques authentiques du peuple du Zimbabwe, en particulier les mouvements de libération nationale, seraient en mesure d'élaborer un règlement concernant l'avenir du territoire qui serait ensuite soumis à l'approbation du peuple par des processus libres et démocratiques;

6. *Demande en outre* au Gouvernement du Royaume-Uni de veiller à ce que, dans toute opération visant à déterminer les vœux et les aspirations du

peuple du Zimbabwe quant à son avenir politique, la procédure à suivre soit conforme au principe du suffrage universel des adultes et du scrutin secret, sur la base du principe "à chacun une voix", et sans égard à la race, à la couleur ou à des considérations fondées sur l'instruction, la fortune ou le revenu;

7. *Prie* le Gouvernement du Royaume-Uni, compte tenu de sa responsabilité en tant que Puissance administrante aux termes du Chapitre XI de la Charte, d'assurer à la population africaine du Zimbabwe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire, la pleine jouissance de ses droits de l'homme fondamentaux, un traitement équitable et la protection nécessaire contre tout abus, en particulier le droit de se déplacer librement, et de veiller à la pleine utilisation de toute l'assistance possible, en coopération, le cas échéant, avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

8. *Prie* le Gouvernement du Royaume-Uni de prendre toutes les mesures nécessaires pour obtenir la mise en liberté immédiate des Zimbabwéens enlevés au Botswana et empêcher que des actes de ce genre ne se reproduisent à l'avenir;

9. *Prie* tous les Etats, directement et par leur action dans les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, ainsi que les organisations non gouvernementales intéressées et les divers programmes relevant de l'Organisation des Nations Unies, d'apporter au peuple du Zimbabwe toute l'assistance morale et matérielle nécessaire dans sa lutte pour le rétablissement de ses droits inaliénables;

10. *Prie* le Gouvernement du Royaume-Uni d'écartier tous obstacles à l'usage effectif par la population africaine du Zimbabwe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire, des offres de subventions et de facilités d'enseignement ou de formation provenant des Etats, organisations et programmes mentionnés au paragraphe 9 ci-dessus, et de veiller en même temps à ce que des ressources adéquates soient fournies en vue de l'éducation et de la formation du peuple du Zimbabwe;

11. *Prie* le Gouvernement du Royaume-Uni, conformément à son intention déclarée⁶⁷, de coopérer avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans l'exécution du mandat que l'Assemblée générale lui a confié et de faire rapport au Comité spécial et à l'Assemblée, lors de sa trentième session, sur l'application de la présente résolution;

12. *Invite* tous les gouvernements, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, les organes de l'Organisation des Nations Unies intéressés et les organisations non gouvernementales s'intéressant particulièrement à la décolonisation, ainsi que le Secrétaire général, à prendre des mesures, selon qu'il conviendra, pour assurer, par tous les moyens dont ils disposent, la diffusion générale et suivie d'informations sur la situation au Zimbabwe et sur les décisions et actions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

en insistant particulièrement sur l'application des sanctions contre le régime illégal;

13. *Prie* le Comité spécial de continuer à examiner la situation dans le territoire et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trentième session.

2318^e séance plénière
13 décembre 1974

3298 (XXIX). Question de la Rhodésie du Sud

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la situation de plus en plus critique en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) et la détérioration continue de cette situation, dont le Conseil de sécurité, dans sa résolution 277 (1970) du 18 mars 1970, a réaffirmé qu'elle constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Déplorant vivement la collaboration croissante que certains Etats, en particulier l'Afrique du Sud, en violation de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies et des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, maintiennent avec le régime illégal de la minorité raciste, faisant ainsi sérieusement obstacle à l'application effective des sanctions et des autres mesures qui ont été prises contre le régime illégal jusqu'à présent,

Gravement préoccupée par la poursuite des importations aux Etats-Unis d'Amérique de chrome et de nickel provenant de Rhodésie du Sud, en violation des décisions pertinentes du Conseil de sécurité et au mépris des résolutions connexes de l'Assemblée générale,

Profondément troublée par les nouvelles récentes faisant état de violations nombreuses des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'exploitation d'aéronefs sud-rhodésiens aux fins du transport international de passagers et de marchandises, la participation d'équipes "sud-rhodésiennes" à diverses manifestations sportives, ainsi que le maintien en activité de bureaux d'information et d'agences de compagnies d'aviation du régime illégal à l'extérieur de la Rhodésie du Sud et, de ce fait, l'afflux de touristes étrangers sur le territoire,

Ayant présentes à l'esprit les vues exprimées par les représentants de la Zimbabwe African People's Union et de la Zimbabwe African National Union,

Réaffirmant sa conviction que les sanctions ne mettront fin au régime illégal de la minorité raciste que si elles sont de portée générale, de caractère obligatoire et efficacement contrôlées, mises en vigueur et appliquées, notamment par l'Afrique du Sud,

1. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, eu égard au fait qu'il n'a pas encore réussi à renverser le régime illégal, de prendre immédiatement toutes mesures efficaces et décisives pour mettre fin à ce régime afin de rétablir le droit inaliénable du peuple du territoire à l'autodétermination et à l'indépendance, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960;

2. *Condamne énergiquement* la politique des gouvernements, en particulier du Gouvernement sud-africain,

⁶⁷ *Ibid.*, vingt-neuvième session, Supplément n° 23 (A/9623/Rev.1), chap. III, annexe II.